

Liste de questions canoniques pouvant être posées à l'examen oral

Droit du service public

M1

Université Paris-II

Pr Gilles J. Guglielmi

1. L'existence d'activités de service public avant la Révolution française
2. La privatisation des « grands services publics »
3. La modernisation de l'action publique (MAP)
4. Les principes constitutionnels de fonctionnement du service public
5. L'égalité et le service public
6. La continuité du service public
7. La qualité du service public
8. L'efficacité du service public
9. L'accessibilité du service public
10. La sécurité du service public

11. Le mandat d'intérêt général
12. L'identification du service public
13. Y a-t-il un après APREI ?
14. Le service universel
15. La notion de service public constitutionnel
16. La notion de service public obligatoire
17. La notion de service public facultatif
18. Altmark et Almunia
19. Le service d'intérêt économique général
20. La notion de service d'intérêt général

21. Les services non économiques d'intérêt général
22. Les services sociaux d'intérêt général
23. Léon Duguit
24. Le service public à caractère industriel et commercial
25. Le service public à caractère administratif
26. L'établissement public, mode de gestion du service public
27. Les différentes formes de régies
28. Le service minimum
29. Droit de grève et service public
30. Principe de laïcité et service public

31. Le principe de neutralité et le service public
32. Les « nouveaux » principes de fonctionnement du service public
33. L'arrêt Blanco et la théorie du service public
34. Service public et service « au » public
35. Les obligations de service public et leur compensation en droit européen
36. L'intérêt public local, fondement du service public
37. La notion de service public national
38. Pourquoi Eloka ne prend-il son sens qu'avec Mélinette ?
39. L'habilitation à gérer le service public
40. Les régies locales dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière

41. Les contrats entre personnes publiques
42. Quelles sont les autorités compétentes pour fonder un service public ?
43. Les trois niveaux de gestion du service public et les compétences y attachées
44. Les principaux modes de gestion des services publics par une personne publique.
45. La concession de service public. Origine, définition et nature.
46. La naissance de la notion de délégation de service public
47. La définition de la notion de délégation de service public
48. Non-discrimination et discriminations positives dans le service public
49. Réquisition et service public
50. L'usager du service public

51. Le candidat à l'usage du service public
52. Usager, client, consommateur
53. Le droit au fonctionnement normal du service
54. Le règlement de service
55. Les obligations des usagers du service public
56. La réception de la notion de service public par le droit communautaire
57. L'influence du droit communautaire sur la notion française de service public
58. Citoyenneté et usage du service public
59. La gratuité du service public
60. Le service public comme critère de compétence du juge administratif

61. Le service public et la formation du droit administratif
62. Service public, services d'intérêt général, services sociaux d'intérêt général
63. Les services à compétence nationale
64. Agences et service public
65. La direction stratégique du service public
66. La quasi-régie
67. L'égalité des chances
68. Le droit au maintien du service public
69. La participation des usagers au service public
70. Rolland est mort, vive les principes de fonctionnement garantis !

71. Service public et territoires
72. La directive Concessions 2014/23/UE et le droit du service public
73. La mutabilité du service public
74. L'arrêt CE, 6 avril 2007, Commune d'Aix-en-Provence
75. La reconnaissance de service public
76. Les principaux modes de gestion des services publics par une personne privée
77. La barbe d'un médecin stagiaire du service public hospitalier peut-elle être un motif de résiliation de sa convention de stage ?